

Esprit évangélique et construction européenne

Jacques DELORS

Conférence en la Cathédrale de Strasbourg

le 7 décembre 1999

© Jacques Delors, Notre Europe, décembre 1999.

Le sujet proposé par Monseigneur DORÉ est impossible à traiter par moi. J'aurais dû, pensais-je, réagir plus tôt. Et puis le thème s'est imposé comme un défi et m'interpellait comme un rappel de mes propres déclarations.

Car je fus amené, alors que je présidais la Commission Européenne, à demander que l'on donne une âme à l'Europe, persuadé que je suis du caractère impératif de redonner un sens à l'action collective.

J'ajoutais d'ailleurs :

"Si dans les dix ans, nous n'avons pas réussi à donner une âme, une spiritualité, une signification à l'Europe, nous aurons perdu la partie".

Ces paroles furent souvent reprises, et dernièrement par Monsieur l'Archevêque de Besançon, Lucien DALLOZ¹.

Dans son analyse brillante et profonde, j'ai trouvé cependant un lien entre l'esprit évangélique et la construction européenne ; l'âme ne peut s'épanouir sans le corps, l'esprit évangélique inspire plus ou moins les actions humaines. Monseigneur DALLOZ l'illustre en ces termes :

"La manière dont les grands initiateurs ont voulu entreprendre la construction européenne est aussi un enseignement : afin de bâtir la paix pour le bien de l'homme et réaliser les idéaux les plus élevés, ils se sont engagés par des actes. Une véritable dimension spirituelle de l'Europe n'est pas davantage aujourd'hui qu'hier, affaire de grands mots ou de grands sentiments... Si le spirituel est lui-même charnel, il faut que le charnel lui soit aussi de quelque façon spirituel".

Encouragé par de tels propos, je voudrais poser comme hypothèse que la construction européenne est, sans doute, la seule grande aventure collective qui ait été proposée à nos peuples en cette deuxième partie du XXème siècle. Son cheminement n'a jamais été comparable à un long fleuve tranquille. Nous avons connu des périodes de dynamisme, voire d'enthousiasme. Nous nous sommes languis durant de longues phases de stagnation. Nous avons craint, mais nous avons lutté pour surmonter des crises aiguës consécutives à des divergences profondes sur le projet européen ou encore à l'exacerbation des égoïsmes nationaux.

Enfin et surtout, devant l'échec des propositions conduisant clairement à l'Europe politique, nous avons dû emprunter les voies complexes et tortueuses de l'intégration par l'économie. Avec un double risque, celui de voir le risque technocratique fournir des arguments à ceux qui refusent l'unité de notre continent et celui d'une occultation des finalités de l'entreprise qui, pourtant, n'ont jamais cessé d'être politiques.

Les procès n'ont pas manqué venant de ceux qui voyaient dans le chemin suivi un encouragement pour le matérialisme ambiant ou bien une poursuite du déclin géopolitique de cette Europe idéale dont ils rêvaient.

Cette inquiétude s'est reflétée, à plusieurs reprises, dans des documents émanant de l'Eglise. J'en ai retenu un, extrait de LINEAMANTA, le texte établi en 1998 par le VATICAN pour préparer le Synode des évêques d'Europe :

"Tandis que s'approche la date fatidique du troisième millénaire, tout en étant riche de signes de foi et de témoignage, l'Europe ressent toute l'usure que l'histoire, avec ses diverses tensions, a imprimé dans les fibres les plus profondes des peuples et ce qui est fréquemment source de déception".

C'est précisément pour s'opposer à cette usure, et donc au déclin, que se sont levés les pères de l'Europe,

¹ Reuve Etudes - Septembre 1999

nantis d'une vision de l'avenir, le coeur plein de compréhension et d'ouverture à l'autre, mais aussi ayant trouvé les clés pour engager le long processus qui doit conduire à l'unité de l'Europe dans sa diversité.

Alors que les ouvriers travaillaient sur le chantier, alors que l'Europe était coupée en deux par un funeste décret de l'Histoire, le monde, lui, n'était pas immobile. Il connaissait une évolution des valeurs vécues qui suscitaient l'alarme des spiritualistes. Il subissait l'empreinte de la guerre froide, et sitôt libéré de cette sorte de paix des cimetières, il était confronté à de nouveaux risques pour la dignité de la personne humaine comme pour la paix. Il vivait et vit encore sous l'empreinte d'un économisme dominant qui nous conduit vers une mondialisation dont nous sommes bien en peine de maîtriser les processus.

Pour toutes ces raisons, il n'est pas légitime d'instruire unilatéralement le procès en matérialisme de l'Europe en voie de se faire. Mais bien plutôt d'analyser le monde comme il va ou, si vous voulez, l'esprit du temps, les tensions qui travaillent les sociétés comme les individus et dont j'ai la faiblesse de penser qu'elles ne sont pas dues à l'irruption de la construction européenne.

Celle-ci apporte d'ailleurs des réponses, certes incomplètes, pas toujours satisfaisantes, aux questions que pose précisément l'air du temps. C'est en ce sens que nous pouvons nous rapprocher de notre sujet central : comment incarner, dans cette aventure collective, les exigences de l'esprit évangélique.

Mais nous ne sommes qu'au milieu du gué. Nous avons quitté le rivage de la vieille Europe minée par ses guerres civiles et menacée de perdre toute influence pour tenter d'accoster à l'autre rivage, celui d'une Europe puissante et généreuse à la fois, exemplaire dans ses modes internes d'organisation et de relation. Et le monde quant à lui s'est éloigné du rivage de l'après guerre pour aller, d'une manière chaotique, vers le rivage du village planète, produit de la globalisation.

Notre ambition demeure donc de dire définitivement non au déclin spirituel comme matériel et de retrouver la bonne boussole, le véritable sens de l'activité humaine.

I. Le monde comme il va ou l'esprit du temps

Nous vivons comme toujours une période de tensions qui perturbent les équilibres existants et sollicitent l'intervention du croyant comme de l'athée, du philosophe comme du spécialiste des autres sciences humaines, du gouvernant comme des gouvernés. C'est dans ce contexte qu'il faut attendre une réaction de l'Europe, parce que c'est le continent où nous vivons, parce que c'est elle qui a longtemps diffusé un message à portée universelle, à partir de la civilisation judéo-chrétienne, de la démocratie grecque, du droit romain, des Lumières. Ce qui, ne l'oublions jamais, n'a pas empêché les Européens de se conduire souvent comme les pires exploités ou comme des ennemis de l'homme.

La tension entre le global et le local

Nous vivons une phase nouvelle du capitalisme, alors que se sont affrontées les modèles qui prétendaient, non seulement en terminer avec celui-ci, mais surtout changer radicalement l'homme et la société, à partir d'un régime politique et économique fondamentalement différent. Un échec de plus pour ceux qui, comme Prométhée, voulaient se rendre maîtres de tout, en même temps que l'on annonçait la mort de Dieu.

Mais la disparition du totalitarisme ne conduit pas, pour autant, à une ère de concorde et de fraternité. Les problèmes demeurent, même si certains apôtres de la globalisation se sont érigés en chantre de la nouvelle humanité. Ce n'est pas la fin de l'Histoire, selon Francis FUKUYAMA. La réalité est plus prosaïque : l'économie a fait une sorte de hold up sur la politique qui s'en trouve anémiée et au total décourageante pour le simple citoyen.

Mais les faits sont là : le développement des échanges, la domination des marchés financiers, la fascination

pour les nouvelles technologies, constituent le credo de ceux qui gouvernent le monde. Ils raisonnent global devant des hommes et des femmes médusés et inquiets, eux qui demeurent enracinés dans le local ; ils ont besoin d'appartenances, de repères et bien entendu, de motivations.

Il ne faut pas chercher ailleurs une des principales causes du désenchantement démocratique, de cette distance qui s'est creusée entre les gouvernants et les gouvernés, de la non signification de l'action collective. Cela vaut aussi bien pour l'Etat-nation que pour l'Union Européenne.

D'où la montée de contestations sans nuance des tentatives d'organisation internationale, d'où l'indifférence croissante à l'égard de la vie de la cité, d'où les revendications identitaires génératrices de conflits, comme on pu le voir notamment dans les Balkans.

Sur un tel terreau, prolifèrent les idéologies du rejet de l'autre, comme un moyen désespéré de se construire une identité, les sectes qui proposent une sorte de fuite en avant, les tentatives de repli sur soi qui sont la forme la plus négative d'un individualisme encouragé par les chantres intégristes de l'économie de marché, de la compétitivité et de l'hédonisme.

La tension entre la tradition et la modernité

La nouveauté est là, parée des promesses de la science et de la technologie, célébrant l'individu libéré de ses soit-disantes chaînes.

Mais l'homme sans mémoire, sans tradition ne peut se bâtir un avenir. Il n'y a pas, il n'y a jamais eu dans l'Histoire, de rupture radicale. Il demeure le meilleur et le pire, le meilleur fondé sur l'accumulation de la sagesse nourrie par les enseignements de la vie, le pire car comme le soulignait Emmanuel MOUNIER : *"L'homme renouvelle perpétuellement la figure de ses aliénations"*.

Certes, un attachement abusif aux traditions peut-être un frein à la construction de l'identité personnelle comme de l'identité collective. En un certain sens, les faits sont nos maîtres, l'homme ne peut ignorer son environnement en constante évolution. La tâche la plus difficile est bien celle qui consiste à trouver cette synthèse entre la tradition et la nouveauté.

Dans cette recherche, la contribution du christianisme demeure essentielle, précisément par la sagesse dont il se nourrit dans sa vision du destin de l'homme, par cet appel à un renouvellement dans la fidélité aux valeurs données en héritage par l'Evangile.

La tension entre le court terme et le long terme

Cette tension est dominante dans la vie collective marquée par le culte de l'instantané, façonné par les médias, par les sondages qui, trop souvent, se substituent à la réflexion chez nos gouvernants. Le cardinal Carlo Maria MARTINI, Archevêque de Milan, y voit un désordre de l'esprit. Je le cite :

"Ils vivent d'impressions, de lecture de journaux, de rumeurs, d'écoute de la télévision. Ils passent de l'une à l'autre de ces réalités, au milieu d'un tourbillon d'imaginaires, de fantasmes et de désirs. Une perspective en fait vite disparaître une autre, comme lorsqu'on passe d'un programme télévisé à un autre, en demeurant toujours sous l'influence de quelque excitant"².

Ainsi, la société devient de plus en plus émotionnelle et donc de moins en moins apte à adhérer à un projet de

² «Epreuve et persévérance» (1993)

longue haleine. Sa vulnérabilité à l'information qui choque est de plus en plus grande. Car, vite oublieuse de ce que pourquoi elle a vibré hier, l'opinion passe à une autre consommation de faits et d'images. D'où la difficulté, dans ces conditions, d'une approche culturelle des événements. J'entends par là, leur réinsertion dans un contexte historique porteur d'enseignements et de sens.

Ce n'est pas ainsi que peut se construire une culture civique qui fasse de chacun un acteur du destin collectif, lequel exige, pour sa réussite, une vision et une constance qui font, trop souvent, défaut aujourd'hui.

Ainsi, pour en revenir à la construction européenne, on oublie trop facilement ce que furent les déchirements et les guerres civiles de l'Europe d'hier, on n'en perçoit plus le prix à payer pour consolider la paix, on s'impatiente devant toute nouvelle tragédie qui survient sans précisément se souvenir des conditions indispensables, du temps nécessaire pour construire un climat de compréhension mutuelle entre les peuples.

Aujourd'hui comme hier, nous avons besoin de décisions et d'actes porteurs d'avenir et de signification.

La tension entre le matériel et le spirituel

Loin de moi l'idée de sous-estimer l'apport des progrès matériels réalisés depuis cinquante ans. Loin de moi la tentation de négliger ce que peuvent apporter le développement des échanges économiques dans le monde et le progrès technique. Ce serait tomber dans le défaut que je dénonce : la méfiance envers toute nouveauté.

Mais on sent bien, alors que croissent les inégalités et les phénomènes d'exclusion sociale, que les nantis eux-mêmes sont en quelque sorte, troublés par cette installation dans la société de consommation, par cette course éperdue vers des biens et des services que le marketing veut rendre attrayants et même indispensables.

Certes, le temps d'un resaisissement n'est pas encore venu. Les religions et les familles qui les composent sont critiquées, délaissées. Mais dans le même temps, certains évoquent la crise du sens, les lassitudes devant les plaisirs consommés de manière frénétique. D'autres déplorent que la famille traditionnelle ne puisse jouer son rôle dans la maturation des personnes et dans la recherche d'une chaude appartenance.

Les Eglises s'en inquiètent à juste titre, mais elles éprouvent, comme chacun sait, de grandes difficultés à maîtriser la problématique des temps que nous vivons.

Dans cet esprit, je sou mets à votre réflexion ces quelques lignes extraites du document préparatoire au Synode Européen :

"Ces nouveautés se manifestent également dans d'autres phénomènes qui, désormais, touchent l'Europe tout entière : le matérialisme, l'indifférence agnostique, la nouvelle mentalité des pays sortis de l'oppression totalitaire, la complexité de la société avec les phénomènes de la subjectivité religieuse et de l'individualisme relativiste..."

Face à cet angoissant problème, ne demandons pas à la construction européenne plus qu'elle ne peut donner. Mais exigeons d'elle qu'elle s'imprègne de ce défi lancé aux femmes et aux hommes d'aujourd'hui et de demain. Et sachons discerner dans les avancées de cette Europe ce qui porte en germe des grains de renouveau.

C'est ce que j'appellerai, si vous le voulez bien, les réponses - insuffisantes certes - de l'Europe en voie de se réunifier consciemment, alors que le monde entame une marche, aux données indécises, vers son unité. Ce qu'aurait aimé vivre Teilhard de Chardin.

II. Les réponses de l'Europe

Afin de caractériser ces cinquante années de construction européenne et en oubliant pour un instant de réflexion ses insuffisances et ses faiblesses, il est important de rappeler ses fondements essentiels : la paix, la force des institutions et du droit, la responsabilité.

Plus jamais la guerre entre nous

Tel est le slogan nourri d'espérance que lançaient les initiateurs de l'aventure européenne dont il ne faut pas oublier que déjà, et avant que ne s'achève la dernière grande guerre, ils forgeaient cette vision et cette volonté. Des chrétiens - catholiques, protestants, anglicans - étaient majoritaires dans cette cohorte de ceux qui allaient porter, puis transmettre le flambeau. Ils se retrouvèrent à LA HAYE pour un congrès historique, j'allais dire, n'en déplaise à certains historiens pointilleux, un congrès fondateur.

Sous l'impulsion de Winston CHURCHILL, ils communiquèrent dans la même espérance. Même s'ils ne se mirent pas d'accord sur les modalités de la mise en oeuvre, ils donnèrent l'élan nécessaire pour les réalisations à venir.

Certes, le durcissement de la guerre froide amenait l'Ouest à renforcer sa cohésion et à se doter des moyens nécessaires pour faire face à d'éventuelles agressions. Ainsi naissait, en 1948, l'Organisation européenne de coopération économique, destinée à accélérer la reconstruction du continent. Puis, en 1949, le Conseil de l'Europe, émanation directe du Congrès de La Haye, porteur d'espoirs irréalistes - comme allait le démontrer la suite des événements.

C'est que, dans le même temps, subsistaient les haines et les méfiances nées de ces affrontements répétés entre l'Allemagne et ses voisins. Ou bien fleurissaient les rêves d'une grandeur à retrouver chez les puissants d'hier, et notamment la France et la Grande Bretagne.

Qui dira l'admirable travail, accompli, à contre courant, par une poignée d'hommes et de femmes attachés à l'oeuvre de réconciliation, ou en d'autres termes, du pardon mais avec le devoir de mémoire, le repentir avec la volonté de bâtir un autre monde. Colloques, jumelages, échanges de jeunes, allaient construire ce nouveau climat fragile certes, mais fondé sur l'engagement des coeurs et des volontés.

Ces militants auraient, bien entendu, aimé que l'on emprunte le grand raccourci de l'histoire, sous la forme soit d'une assemblée européenne élue, soit d'un pouvoir européen émanant de délégations de souveraineté des Etats. Les profonds différends observés à La Haye, les réticences déjà soulignées, constituaient alors des obstacles infranchissables.

Il fallut emprunter des chemins détournés, beaucoup moins enthousiasmants, beaucoup moins lisibles. Et ce fut, en 1950, la création de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) qui n'avait pour but que de mettre en commun, à six pays dont l'Allemagne, ce qui était alors les nerfs de la guerre. Mais le bon grain était semé comme l'illustre parfaitement les propos tenus par Robert SCHUMAN, le politique visionnaire, mettant en oeuvre l'idée de Jean MONNET :

"La paix mondiale ne saurait être sauvegardée sans des efforts créateurs à la mesure des dangers qui la menacent. La contribution qu'une Europe organisée et vivante peut apporter à la civilisation est indispensable au maintien des relations pacifiques... L'Europe ne se fera pas d'un coup, ni dans une construction d'ensemble. Elle se fera par des réalisations concrètes créant d'abord une solidarité de fait".

Le mouvement était lancé, la méthode trouvée. On a coutume de l'appeler la méthode communautaire. Ces solidarités de fait rapprochaient des hommes et des femmes séparés par la mémoire douloureuse des conflits

et des millions de morts. Elles les obligeaient à échanger, non seulement des biens matériels, mais aussi des idées, des sentiments. Elles appelaient un minimum de règles du jeu et donc d'institutions.

Ainsi, était combattu l'ennemi insidieux qui entretient la distance, la méfiance, le mépris de l'autre, la haine.

Aujourd'hui, nous dit-on, la bataille pour la paix est gagnée. Attention de ne pas se laisser aller, sans mémoire et sans élan, à considérer cette paix comme allant de soi, à une attitude symbolisée par cette phrase souvent entendue "Hitler, connais pas".

La paix est une plante délicate qui peut ne pas donner toutes les fleurs espérées. Elle s'entretient, elle se vivifie des oeuvres communes, de cette fraternité si difficile à diffuser, et pourtant si stimulante pour le vouloir vivre ensemble. L'Europe, comme ensemble de nations, doit, pour cela, susciter pour le moins un sentiment d'appartenance nourri de convictions partagées et d'actions menées en commun.

Nous ne sommes pas au bout du chemin, mais nous nous sommes dotés d'institutions qui non seulement favorisent la paix, mais garantissent contre l'arbitraire.

Des institutions protectrices des droits humains

De ce point de vue, le contraste est grand entre la vie interne à l'Union Européenne et les désordres inhérents à la mondialisation. L'Europe s'est dotée de règles de droit. A l'inverse, le monde à la recherche de son unité, ne les a pas encore.

Il fut un temps où certains disaient non à la construction européenne parce que synonyme à leurs yeux d'un libéralisme économique assimilé à la fable du renard dans le poulailler. Aujourd'hui, ils peuvent, s'ils sont de bonne foi, voir le contraste et se réjouir que les Européens ne bâtissent pas une vaste zone de libre échange, ouverte à tout vent et à tout dumping, mais un ensemble organisé où l'économie de marché se trouve encadré par une législation sur la concurrence et la veille attentive de la Cour de Justice. Certes l'équilibre n'est pas encore satisfaisant entre le jeu du marché et les régulations nécessaires, mais des nouvelles avancées nous dirigent vers cet optimum entre la liberté économique et la lutte contre ses excès.

Sans vouloir être exhaustif, ou vous ennuyer par une longue liste de lois et règlements, je voudrais cependant signaler quelques pierres de l'édifice.

Ainsi, l'égalité professionnelle entre homme et femme figure dans le Traité de Rome de 1957. A partir de là, a-t-on pu encourager la promotion de la femme et la concrétiser essentiellement dans la législation du travail.

Ainsi, l'Acte Unique - copié dans son esprit et son architecture, du traité de la CECA - a permis d'établir une législation protectrice des travailleurs, en ce qui concerne leurs conditions d'hygiène, de santé et de sécurité. Il a, dans un autre domaine, ouvert la voie au respect des droits de la Nature par la possibilité institutionnelle de prendre des mesures pour sauvegarder l'environnement et donc, assurer un meilleur avenir pour les générations futures.

Ainsi, en 1989, la Charte des droits sociaux, adoptée par le Conseil Européen, a élargi le champ des initiatives qui peuvent être prises sur le plan social et que le Traité de Maastricht (1991) allait consolider et même élargir. Enfin et surtout, tout citoyen, lésé dans ses droits en tant que personne, et pas seulement en tant qu'agent économique, peut recourir au médiateur institué par le Parlement Européen ou à la Cour de Justice.

Certes l'exigence morale ne saurait se suffire de la loi, de la loi bonne. Mais une communauté de droits fournit l'assise indispensable pour l'exercice de la liberté et l'accomplissement, tout au moins partiel, de la solidarité.

Les institutions au service du vouloir vivre ensemble

Le spectacle fourni par l'Organisation des Nations Unies mérite notre réflexion. Que d'atermoiements, que de retards, que d'obstacles pour décider d'une action destinée à empêcher un conflit, à protéger l'aide humanitaire ou à ramener la paix. Les hommes et les nations étant ce qu'ils sont, comment s'en étonner compte tenu de la règle de l'unanimité ou encore de la menace du droit de veto dans cette organisation.

Telle est la force des institutions européennes que d'avoir permis, non pas dans tous les cas, mais le plus souvent, à l'Union Européenne de décider et d'agir.

Même si cette réflexion de Jean MONNET a quelque chose d'excessif, elle traduit bien ce qu'apporte la construction européenne :

*"Ce sont les institutions qui commandent les relations entre les hommes, ce sont elles qui sont le véritable support de la civilisation"*³

La méthode communautaire, que j'ai déjà mentionnée, n'est donc pas seulement caractérisée par la technique des petits pas concrets. Elle s'illustre aussi par les institutions conçues pour le traité de la CECA et développées ensuite. Notre courte histoire montre d'ailleurs que chaque fois que les Européens ont ignoré la méthode et ses institutions, ils n'ont pu ni décider, ni surmonter leurs différends. Au contraire, lorsqu'il fonctionne bien, le triangle institutionnel - Conseil, Parlement, Commission - permet non seulement d'avancer, mais aussi de développer un certain esprit de famille, sensible dans les réunions du Conseil des Ministres ou du Conseil Européen, tout au moins dans les grandes périodes de dynamisme que nous avons vécues.

Fondamentalement, c'est la recherche de ce vouloir vivre ensemble, point cardinal d'une paix authentique, qui devrait retenir notre attention pour nourrir nos réflexions sur les voies et moyens de la mondialisation.

Parce qu'elle crée un climat favorable au consensus, parce qu'elle permet de décider et d'agir, la méthode communautaire donne de la consistance et de la crédibilité à la construction européenne. Elle invite à l'approfondissement du débat sur le pourquoi nous voulons vivre ensemble. Elle en appelle donc à l'affirmation des valeurs et à leur justification dans les positions qui les incarnent.

Nous croulons trop sous les promesses non réalisées, sous les déclarations solennelles non suivies d'effet pour négliger cet apport inestimable d'un ensemble institutionnel qui fonctionne et qui doit permettre d'incarner, lorsque le charnel est en cause, la puissance et la générosité.

La puissance et la générosité

Lorsque j'ai proposé d'associer puissance et générosité, j'ai connu l'expérience de la contestation, d'un côté par les idéalistes qui confondent puissance et volonté de domination et de l'autre côté, par les réalistes qui se moquent de ceux qui veulent introduire des dispositions d'inspiration morale, là où doit régner la seule récompense de la performance reconnue par le marché.

Nullement découragé ou impressionné par ces critiques, j'ai continué à soutenir et à illustrer cette thèse, par mes propositions. Je ne ferai que mentionner la contribution éminente de l'Union à l'aide au développement et à l'aide humanitaire pour me concentrer, un court moment, sur le modèle interne de l'Union.

Toujours par référence à cet Acte Unique adopté en 1985, mis en oeuvre en 1987, je l'ai voulu, dans la limite de mon influence, caractérisé par trois piliers fondamentaux :

³ Discours à Strasbourg - 20 mai 1954

- La compétition qui stimule
- La coopération qui renforce
- La solidarité qui unit.

C'est à l'aune de ces trois critères que je jugerai, pour ma part, l'évolution de la construction européenne, ou plus exactement de la conformité avec une vision qui transcende, dans une certaine mesure, les égoïsmes nationaux.

L'approche ne peut être accusée d'être émolliente, puisque la compétition est là pour faire émerger les talents et mobiliser les Européens face aux défis qui les assaillent. Mais une plus grande vigilance doit s'exercer à l'égard des deux autres critères.

C'est ainsi que pour le moment, les Européens n'utilisent pas toutes les potentialités que recèle la coopération entre les politiques économiques nationales dans le cadre de l'Union Economique et Monétaire, ou encore dans le domaine de la recherche ou dans celui des infrastructures de transport et de société de l'information.

C'est ainsi que la solidarité, illustrée par la politique de cohésion économique et sociale, trouve bien des freins de la part des chefs de gouvernements soucieux de réaliser des économies budgétaires aux dépens des fonds européens ou de leurs obligations extérieures. De nombreux exemples pourraient en être donnés.

Et pourtant, l'argent ainsi dégagé a entraîné des évolutions positives tant sur le plan économique que sur le plan de la participation à l'oeuvre collective.

Sur le plan économique, je ne donnerai qu'un exemple. Le Portugal a adhéré à la Communauté Européenne en 1986. Son niveau de développement était de 52% de la moyenne européenne. Il est aujourd'hui à environ 75% d'une moyenne européenne elle-même augmentée de 30%.

Sur le plan de la participation, l'exemple d'un pays plus riche, la France, est significatif. 44% du territoire français étaient couverts par des fonds européens. Des dizaines de milliers d'élus locaux et régionaux, d'entrepreneurs, de syndicalistes et de responsables associatifs ont pu ainsi approcher l'idée européenne de manière concrète. Grâce aux fonds reçus de Bruxelles, ils ont pu compléter leurs plans de financement et donc, mettre en oeuvre des projets qui, sans cela, n'auraient pas vu le jour. Ils ont été incités à voir plus loin et plus large pour le développement de leurs communautés d'appartenance, à dialoguer avec les administrations européennes et nationales en charge, à lancer des innovations et des expérimentations diffusées aujourd'hui dans d'autres territoires européens.

Pour eux, la construction européenne a cessé d'être lointaine, hors d'accès, pour devenir une dimension de leur participation à l'action collective.

III. L'Europe défiée par le monde comme il va

L'Union Européenne a de toute évidence refusé le déclin que lui promettait un avenir où elle se serait laissé aller. Elle est en quête d'un projet ambitieux et équilibré qui lui permettrait à la fois de défendre ses intérêts vitaux tout en contribuant, autant que faire se peut, à un monde plus stable, plus pacifique, plus équitable.

A la lumière des acquis déjà consolidés et des principes que je viens d'édicter, l'Union Européenne doit relever les défis du monde comme il va. Alors même que l'agenda qui s'impose à elle est extrêmement chargé avec l'élargissement aux treize pays déjà candidats, l'aménagement du cadre institutionnel pour que l'Europe à vingt sept, voire à trente membres puisse fonctionner efficacement et dans une responsabilité démocratique mieux assumée, la création d'une force militaire de projection pour préserver la paix dans le cadre des décisions des Nations Unies... Sans oublier les difficiles négociations sous l'égide de l'Organisation Mondiale du Commerce, la recherche d'une coopération renforcée en matière économique et sociale, le développement de nos relations avec notre Sud...

Mon propos n'est pas aujourd'hui d'analyser dans leur détail tous ces projets, mais bien plutôt, de tenter d'éclairer la route, par référence aux exigences de l'Esprit évangélique que comme toujours dans l'histoire humaine, il s'agit d'incarner en pleine connaissance de nos limites et en prenant nos risques. Tenir compte des contraintes politiques, économiques, humaines, certes, mais chercher sans se lasser ce qui peut permettre un certain dépassement.

Pour cela, l'Europe a besoin de se donner une identité, de la retrouver diront certains. Elle est sollicitée d'affirmer sa propension à l'universel, non pas dans la nostalgie de ce qu'elle fut, mais en faisant vivre concrètement les valeurs qui furent les siennes et que souvent elle oublie ou qu'elle cache. Ce message tourné vers l'extérieur et les actions qui en découleront ne vaudront que si elles se nourrissent des progrès faits par nos sociétés pour resituer valablement l'homme dans son destin propre comme dans ses relations avec les autres. En fin de compte, cette construction à l'allure technocratique et progressant sous l'égide d'une sorte de despotisme doux et éclairé, doit se transfigurer dans un projet porteur de sens.

La quête d'une identité

Soyons clairs. Après la chute du Mur de Berlin, l'Histoire a repris sa marche en avant. L'Europe, divisée arbitrairement, se retrouve, telle que nous la connaissons à travers les siècles, avec ses horreurs, mais aussi avec ses échanges artistiques, son bouillonnement culturel, ses grands débats idéologiques ou religieux.

Il ne s'agit donc pas simplement d'élargir la Communauté, mais bien de réunifier l'Europe, notre devoir historique.

Toutes ces nations de l'Est et du Centre de l'Europe ont, dans leur longue histoire parsemée de drames, de ruptures et de dominations, accumulé non seulement de la mémoire, mais aussi enregistré des craintes, façonné des attitudes qu'il nous faut prendre en compte.

Quel chantier que celui ouvert après les événements de 1989 : surmonter les vicissitudes de la diplomatie de l'entre-deux-guerres, après l'échec du Traité de Versailles, la guerre d'Espagne, la honte de Munich, la Shoah...

Peut-on surmonter toutes les difficultés sans d'abord essayer de faire émerger la conscience que les Européens doivent avoir d'eux-mêmes ?

Que la personnalité de l'Europe soit toute de diversité, de contrastes et de contradictions - qu'il s'agisse des langues, des religions, des philosophies - cela ne fait guère de doute, mais ne devrait pas nous dissuader de jeter les fondements d'une nouvelle unité.

Permettez-moi, à ce stade de la réflexion, de vous soumettre une tentative, parmi d'autres, de cerner cette identité. C'est précisément au Congrès de La Haye de 1948, qu'un grand militant européen, devenu recteur du Collège d'Europe, Hendrik BRUGMANS, caractérisait ainsi notre Europe :

"L'Europe, c'est la terre des hommes continuellement en lutte avec eux-mêmes... C'est le lieu où aucune certitude n'est acceptée comme vérité, que si elle n'est continuellement découverte. D'autres continents se vantent de leur efficacité, mais c'est le climat européen qui rend la vie dangereuse, aventureuse, magnifique et tragique et, par là, digne d'être vécue".

Le continent du doute est paradoxalement bien placé pour résister aux nouvelles frontières prométhéennes que porte l'air du temps. Car les Européens connaissent, par expérience, les limites de l'action humaine sur cette terre et, dans le même temps, son caractère indispensable, obligé.

Dans l'esprit de cette démarche, la confrontation fraternelle entre l'Ouest et l'Est de l'Europe nous offre une occasion magnifique pour nous ressourcer et apprendre les uns des autres. Avons-nous suffisamment prêté attention à ce que voulaient nous dire ceux qui ont connu l'instabilité de leurs frontières dans l'univers des grandes puissances d'hier, puis les révoltes de minorités privées de leurs droits fondamentaux et de leur propre personnalité, et enfin, la chape de plomb du communisme.

Réunifier l'Europe commande donc une ouverture à l'autre, l'oreille attentive, la recherche en commun de ce qu'il y a de meilleur dans l'héritage reçu de nos pères.

Bien entendu, diront les pragmatiques, il convient de permettre une adhésion réussie, ce qui implique une conception commune de la démocratie et des droits de l'homme, l'adoption par les pays candidats, de l'acquis communautaire, tâche longue et difficile. Le travail est en cours, mais il est ardu, il sera long, trop long pour ne pas briser l'élan et accroître les frustrations.

C'est pourquoi s'impose cette recommandation de Jean Paul II dans son discours du 20 juin 1998 au Corps diplomatique de Vienne :

"Aussi devrait-on parler, non pas tant d'un élargissement vers l'Est que d'une européanisation de tout le continent".

Puisons dans notre héritage commun, confrontons-le avec les exigences du moment, car le trésor de l'Europe est caché dedans. Créons sans tarder la maison commune, en laissant le temps nécessaire aux adaptations économiques et législatives.

La propension à l'universel

Chacun sait ce que l'Europe a apporté au monde, tout au long de ces deux mille ans. Inutile d'y revenir, sauf pour poser la question : Et aujourd'hui, que voulons-nous, que pouvons-nous transmettre ?

J'évoquerai, sans m'y attarder, mais pour en souligner l'impact y compris sur notre propre travail, l'accord d'Augsburg entre l'Eglise catholique et les églises luthériennes, comme une contribution à cette quête de l'unité, comme démarche exemplaire qui, bien entendu, en appelle d'autres.

Le modèle communautaire a été évoqué. Ce triangle composé de la compétition, de la coopération et de la solidarité. A l'heure où s'ouvrent de très importantes négociations commerciales, ces principes devraient guider nos propositions. Le monde n'a rien à gagner au protectionnisme économique et au fractionnement qui encourage les égoïsmes et les phénomènes de repli sur soi. Mais il n'a pas davantage besoin d'une domination exclusive des lois du marché, sans considération du fort et du faible, sans prise en compte des conditions spécifiques pour sortir du sous-développement. La coopération doit s'instaurer précisément pour responsabiliser les acteurs et les conduire à combler les lacunes du marché. Quant à la solidarité, ne suffit-il

pas de rappeler en quoi les engagements pris solennellement par les pays riches n'ont pas été tenus. Ils avaient promis de consacrer 0,70% de leur Produit Intérieur Brut (PIB) à l'aide au développement. Ils en sont à 0,30%.

L'Union Européenne se conduit un peu mieux à l'intérieur tout d'abord avec les politiques de cohésion économique et sociale, à l'extérieur aussi, avec ses efforts accrus en matière d'aide aux pays pauvres, d'aide-coopération avec les pays en transition et avec le développement spectaculaire de l'aide humanitaire.

Mais l'Union est aussi attendue par les citoyens sur ce que deviendra le modèle social bâti, pour l'essentiel, après la dernière guerre. Ce modèle qui a largement fait ses preuves jusqu'aux années 80, est fondé sur trois principes clés : l'action conjointe du marché et des institutions publiques, les compromis entre les forces du capital et les forces du travail, la sécurité sociale qui couvre les risques de la vie. Ce modèle est attaqué, il est en difficulté à cause de la mondialisation et d'une démographie défavorable. Si les Européens veulent rester fidèles à eux-mêmes, ils doivent le conserver, tout en l'adaptant aux contraintes du temps. Alors l'Europe redeviendra exemplaire aux yeux des nations qui doivent établir un état de droit et permettre la création d'une société civile, poumon essentiel de la collectivité, médiatrice indispensable entre l'opinion publique et les gouvernements.

Je ne plaide pas pour une Europe sûre d'elle-même et donneuse de leçons. Mais vous pouvez constater, comme moi, combien cette mondialisation a besoin de références et de repères pour constituer une marche positive vers l'unité de l'Humanité.

D'ailleurs, si certains avaient de telles tentations, ils devraient écouter ceux qui les invitent à réfléchir à une universalisation plus par l'exemple donné que par une forme, même intellectuelle, de l'impérialisme. Écoutons ce que nous en dit Vaclav Havel, militant des droits de l'homme, opposant farouche au communisme et aujourd'hui Président de la République tchèque :

"La mission de l'Europe n'est plus et ne sera jamais plus, ni de gouverner le monde, ni d'y répandre par la force, sa représentation du bonheur et du bien, ni de lui inculquer sa culture, ni même de lui donner des leçons. La seule mission pertinente qui puisse être la sienne au siècle prochain, est d'être le mieux elle-même, c'est-à-dire ressusciter et projeter dans sa vie ses meilleures traditions spirituelles et ainsi, contribuer à créer un nouveau mode de coexistence au niveau mondial".

La dialectique personne-communauté

L'Europe a été l'une des matières essentielles pour la constitution de l'individualisme d'hier et d'aujourd'hui, par sa contribution à la démocratie et aux droits de l'homme. Sera-t-elle demain le continent où par la poussée d'un individualisme excessif, la société deviendra atone, se parcellisera au point de laisser sur le bord de la route des millions d'exclus ? Est-ce que sous une telle emprise, notre collectivité politique subira la domination exclusive des technocraties, des médias et des sondages. Une telle évolution ne faciliterait pas - soit dit en passant - le maintien de ce modèle social qui fonde, pour une part, la personnalité de l'Europe.

Or, le risque n'a fait que grandir depuis que Paul VI nous mettait en garde dans sa Lettre Apostolique OCTOGESIMO ANNO sur la question sociale (1971) :

"Pour faire contrepoids à une technocratie grandissante, il faut inventer des formes de démocratie moderne, non seulement en donnant à chaque homme la possibilité de s'informer et de s'exprimer, mais en l'engageant dans une responsabilité commune. Ainsi les groupes humains se transforment peu à peu en communautés de partage et de vie... s'engagent et se dépensent pour construire des solidarités actives et vécues".

Refuser l'individu seul dans la foule solitaire, bien marquer les solidarités d'affection ou de voisinage qui permettent l'épanouissement de chacun, redonner au mot communauté son sens véritable, loin des débats entre

le communautarisme et la république. Tels sont, me semble-t-il, les guides d'une action qui doit se référer à deux principes chers aux doctrines chrétiennes : la subsidiarité et la proportionnalité. Ils revêtent d'ailleurs un caractère vital pour la réussite de la construction européenne. A condition, bien entendu, de ne pas être invoqués hors de propos, comme le font trop souvent des gouvernements plus attachés à conserver leurs prérogatives face à Bruxelles "comme ils disent" que d'appliquer correctement ces principes.

En effet, la subsidiarité joue dans les deux sens. Alors que les solutions nationales, voire européennes, sont impuissantes à vivifier le tissu social, assurer le développement local, lutter contre la désertification ou l'exclusion, comment ne pas renvoyer vers le bas, plus proches des intéressés et des communautés de base la solution - au moins partielle - de ces problèmes. À l'inverse, d'autres défis ne peuvent plus être relevés au niveau national, et a fortiori local, ils doivent être traités au niveau européen, par le renforcement d'un de nos trois piliers : la coopération qui renforce.

Quant à la proportionnalité, judicieusement appliquée, elle éviterait aux instances européennes bien des critiques. Une loi européenne trop détaillée ou trop étendue n'est pas adéquate à la diversité des situations et décourage ceux qui, sur le terrain, devraient l'appliquer, la compléter et innover.

Nous ne nous sommes pas éloignés, en dépit des apparences, de la dialectique fondamentale entre la personne et la communauté. Puisqu'en agissant selon les principes de subsidiarité et de proportionnalité, nous ne faisons que responsabiliser la personne et l'inviter à s'épanouir dans le cadre de communautés elles-mêmes responsables et actives.

Un projet porteur de sens

La construction européenne ne peut prétendre résoudre la crise du sens, alors que celle-ci renvoie au destin de l'homme, à sa transcendance acceptée, refusée ou ignorée, à la réinvention d'une laïcité active et porteuse de valeurs reconnues par tous.

Mais à l'inverse, elle ne pourra pas fructifier si elle n'a comme justification que "le plus jamais la guerre entre nous", même si la réalisation permanente de cet objectif en appelle à des exigences éthiques et spirituelles. C'est pourquoi, ont été largement évoquées, dans cette intervention, les valeurs de responsabilité, de solidarité et de liberté, comme sous-tendant un modèle européen présenté sous ses divers aspects.

On l'a bien vu. L'inspiration était là, chez les pères fondateurs. Dans le même temps, l'Europe, nourrie des mêmes idéaux, a façonné un système social dont l'engourdissement actuel ne doit pas cacher la grande richesse spirituelle.

Mais, là comme ailleurs, la routine nous guette, l'air du temps n'est guère favorable, des ruptures nous menacent.

C'est précisément en ces moments que l'Europe a, plus que jamais, besoin d'une âme, de cette force spirituelle qui la renforcerait et la stimulerait. C'est ce que souligne Monseigneur Lucien DALLOZ dans son interrogation sur la dimension spirituelle de l'Europe ⁴ :

"Peut-être le grand défi auquel sont affrontés les Européens est-il de retrouver des repères pour vivre et des raisons de vivre..."

Pour les religions, ajoute-t-il, transmettre l'héritage ne suffit plus. Invoquer les racines chrétiennes risque d'être interprété comme un retour aux sources, d'ailleurs - ce qui n'est jamais vraiment possible - il vaudrait mieux inviter à retrouver la sève profonde, afin de se laisser irriguer par sa

⁴ Revue Etudes - septembre 1989

vitalité".

*
* *

Mesdames et Messieurs,

L'exigence de lucidité est là, impérative, pour affronter la grande mutation que nous vivons, sans pleinement la comprendre, ni la maîtriser. La construction européenne constitue un de nos outils pour affronter tous ces défis. Imparfaite comme toute oeuvre humaine. Mais, et n'est-ce pas ce qui nous fait le plus défaut aujourd'hui, elle est chargée d'espérance, elle nous invite à voir loin et large, le coeur rempli d'espoir, le service de l'autre toujours présent et actif.